

Campagne pour retirer Cuba de la liste des terroristes aux Etats- Unis



Washington, 25 mars (RHC) Des membres de la section new-yorkaise de la National Conference of Black Lawyers ont lancé aujourd'hui une campagne aux États-Unis pour inciter le président Joe Biden à retirer Cuba de la liste des pays qui soutiennent le terrorisme.

La décision de Biden de maintenir cette désignation va à l'encontre du rejet répété par l'Assemblée générale des Nations unies du blocus contre le pays des Caraïbes au cours des 30 dernières années, ont déclaré Joan P. Gibbs et Rosemari Mealy, promoteurs de l'initiative.

Ils ont déclaré que le retrait de Cuba de la liste illégale et unilatérale ne mettrait pas fin aux restrictions commerciales, économiques et financières dévastatrices imposées par le blocus américain qui dure depuis plus de 60 ans, mais qu'il pourrait atténuer le renforcement de cette politique hostile.

Ils ont fait valoir que, entre autres, l'inscription sur la liste rend difficile pour Cuba d'effectuer des transactions internationales ou d'obtenir des prêts pour l'achat de nourriture, de médicaments et d'infrastructures essentielles pour son peuple.

Publié dans l'Amsterdam News, le texte rappelle que lorsque le démocrate faisait campagne pour la présidence, "il avait promis d'annuler les sanctions draconiennes imposées à Cuba" par Donald Trump (2017-2021).

Cependant, Joe Biden a maintenu "la plupart des quelque 250 sanctions de Trump, y compris la désignation de Cuba comme État soutenant le terrorisme, qu'il a prises au cours de ses derniers jours au pouvoir", ajoutent-ils.

Mais malgré le siège serré et le maintien sur cette liste, Cuba "continue d'avoir une espérance de vie plus élevée, une mortalité infantile et maternelle plus faible, de meilleurs résultats en matière de santé, un taux d'alphabétisation plus élevé, plus d'éducation et moins de violence que les États-Unis", ont également souligné les militants de la solidarité.

Par exemple, un rapport récent des Centers for Disease Control and Prevention a révélé qu'en 2020, le taux de mortalité maternelle pour les femmes noires non hispaniques était de 55,3 pour 100 000 naissances vivantes, soit 2,9 fois le taux pour les blanches non hispaniques, ont ajouté M. Gibbs et Mme Mealy.

M. Biden pourrait mettre fin à cette désignation d'un simple trait de plume, ont-ils ajouté, en précisant qu'il n'aurait pas besoin du Congrès pour le faire.

Lors d'une série d'actions organisées les 14 et 15 mars à New York, des centaines d'activistes venus de tous les États-Unis ont lancé le même appel à M. Biden, ont-ils indiqué, prévoyant qu'une manifestation massive devant la Maison Blanche le 25 juin suivrait.

Cuba a été initialement incluse dans ces relations en 1982, sous l'administration de Ronald Reagan, jusqu'en 2015, date à laquelle elle a été retirée par le président de l'époque, Barack Obama, dans le cadre du rétablissement des relations entre Washington et La Havane.

Le gouvernement cubain a reconnu à l'époque le caractère juste de cette décision, car il s'agit d'une liste sur laquelle il n'aurait jamais dû figurer, surtout si l'on considère qu'au cours des six dernières décennies, il a été victime de centaines d'actes de terrorisme planifiés par les États-Unis, qui ont coûté la vie à 3 478 personnes et en ont handicapé 2 99 autres. (Source Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/317679-campagne-pour-retirer-cuba-de-la-liste-des-terroristes-aux-etats-unis>



Radio Habana Cuba